

ACCORD DE BÂLE SUR LES FONDS PROPRES:

TRAITEMENT DU RISQUE DE CRÉDIT

LIÉ À

CERTAINS INSTRUMENTS DE HORS-BILAN

Compensation - Amendements

Majorations - Propositions

Comité de Bâle sur le contrôle bancaire

Bâle

Juillet 1994

**Adéquation des fonds propres: traitement du risque de crédit lié
à certains instruments de hors-bilan**

I. Introduction

1. Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire¹ publie un amendement à l'accord de juillet 1988 sur les fonds propres, qui élargit la reconnaissance de la compensation bilatérale aux fins de l'adéquation des fonds propres, ainsi que deux propositions, soumises à consultation, visant, d'une part, à reconnaître les effets de la compensation dans le calcul des majorations pour risques de crédit potentiels futurs et, d'autre part, à élargir le tableau des facteurs de majoration relatifs à ces risques contenu dans l'accord de 1988 sur les fonds propres.

2. L'amendement à l'accord de 1988, joint en Annexe 1, sera mis en œuvre par les membres du Comité en conformité avec leurs règles et procédures nationales.

3. Les deux propositions sont, de toute évidence, liées entre elles; chaque banque devra les évaluer ensemble afin de déterminer leur incidence globale sous l'angle du respect des normes de fonds propres. Les membres du Comité publient ces propositions dans leurs pays respectifs, en appelant à formuler tous commentaires à leur sujet avant le 10 octobre 1994. Le processus de consultation sera conduit au niveau national en première instance; le Comité coordonnera ensuite l'examen de ces commentaires et la formulation des réponses apportées à chacun de ses membres; il se fixe pour objectif de mettre en œuvre les propositions à la mi-1995.

II. Amendement à l'accord sur les fonds propres

1. En avril 1993, le Comité avait diffusé une proposition en vue de modifier la reconnaissance prudentielle de la compensation bilatérale dans le cadre de l'accord sur les fonds propres. La proposition définissait les conditions dans lesquelles les banques seraient autorisées à compenser les risques de crédit engendrés par leurs positions sur certains instruments financiers. La

¹ Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire rassemble les autorités de tutelle prudentielle des banques et a été institué en 1975 par les gouverneurs des banques centrales des pays du Groupe des Dix. Il est composé de hauts représentants des autorités de contrôle bancaire et des banques centrales d'Allemagne, de Belgique, du Canada, des États-Unis, de France, d'Italie, du Japon, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de Suède et de Suisse. Ses réunions ont habituellement pour cadre la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle.

période de consultation s'est terminée le 31 décembre 1993, et le Comité a procédé à l'examen des commentaires émanant de la profession bancaire et des autorités de contrôle du monde entier.

2. La proposition du Comité visant à autoriser, aux fins de l'adéquation du capital, la compensation bilatérale de certaines opérations visées à l'Annexe 3 de l'accord sur les fonds propres, sous réserve de conditions précises, a reçu un accueil largement favorable. Le Comité n'a été saisi d'aucune observation sérieuse tendant à modifier ces conditions d'une manière fondamentale.

3. De nombreux commentaires portaient sur des questions administratives liées au respect des conditions de droit et de procédure. Certains, par exemple, souhaitent que le Comité précise clairement selon quels critères les opinions de droit seraient estimées satisfaisantes et les procédures de vérification interne adéquates. D'autres désiraient que le Comité publie une liste des conventions de compensation jugées acceptables.

4. Aux termes de l'amendement, il revient principalement aux banques de démontrer à leur autorité de tutelle la pleine validité juridique des accords de compensation dans toutes les juridictions concernées. À cet égard, le Comité a choisi de laisser chaque autorité nationale libre d'élaborer les directives ou procédures à suivre par les banques. Il ne publiera aucune liste de conventions acceptables. Dans la mise en œuvre de l'amendement, en revanche, il veillera à promouvoir un processus de consultation entre autorités aux plans à la fois national et international, afin de faciliter le contrôle du respect des conditions prescrites.

5. La proposition d'avril 1993 indiquait que les accords de compensation contenant des clauses d'exception d'inexécution ne seraient pas pris en considération aux fins du calcul des normes de fonds propres. Certains commentaires visaient à obtenir une période de transition supplémentaire ou une validation des conventions existantes dotées de telles clauses. Le Comité estime qu'il a depuis longtemps fait connaître son opinion sur le sujet et que ni l'une ni l'autre de ces mesures ne se justifient.

6. En vertu de l'amendement, les banques utilisant la méthode d'évaluation du risque courant sont autorisées à compenser leurs risques existants liés aux opérations bénéficiant d'une compensation dans les conditions stipulées, mais le texte laisse très peu de champ pour la compensation des montants notionnels dans le cadre du calcul des majorations correspondant aux risques potentiels futurs. Pour les raisons expliquées ci-après, le Comité propose une formule destinée à reconnaître les effets de la compensation lors du calcul de ces majorations. Toutefois, il ne souhaite pas différer plus longtemps la prise en compte de la compensation des positions courantes; c'est pourquoi il publie dès maintenant le présent amendement à l'accord sur les fonds propres. Il se réserve de modifier plus tard cet accord pour tenir compte des résultats du processus de consultation sur la compensation des risques potentiels futurs et sur l'élargissement du tableau des facteurs de majoration.

7. Enfin, les banques qui recourent à la méthode d'évaluation du risque initial peuvent appliquer des facteurs de conversion en équivalent risque de crédit minorés afin de tirer un bénéfice réglementaire dès lors qu'elles utilisent des accords de compensation satisfaisant aux conditions requises. Elles ne pourront cependant le faire que jusqu'à la mise en œuvre d'exigences de fonds

propres relatives au risque de marché, les banques contrôlées dans le cadre de l'accord sur les fonds propres ne pouvant plus alors recourir à la méthode d'évaluation du risque initial.²

III. Proposition visant à reconnaître les effets de la compensation dans le calcul des majorations pour risques de crédit potentiels futurs

1. La proposition du Comité, en avril 1993, était favorable au maintien de l'approche adoptée dans l'accord de 1988 pour calculer les majorations pour risques de crédit potentiels futurs (qui consiste à multiplier les montants de principal nominal des opérations par le facteur de majoration approprié indiqué à l'Annexe 3), faute d'arguments décisifs, à l'époque, en faveur de toute autre attitude envisagée.

2. Des membres de la profession et des autorités de contrôle ont saisi l'occasion du processus de consultation pour livrer les résultats d'enquêtes empiriques présentant les effets de la compensation sur les risques de crédit potentiels futurs et ont proposé d'autres méthodes de calcul des majorations permettant de tenir compte des effets de la compensation. Le Comité a, pour sa part, mené des études supplémentaires dans ce domaine et perçoit maintenant les avantages qu'il y a à inclure dans la méthode des majorations une formule tenant compte des effets de la compensation sur les risques de crédit potentiels futurs.

3. Le Comité propose la formule suivante pour réduire les majorations appliquées aux transactions assujetties à des accords de compensation juridiquement valides et conformes aux exigences exposées dans l'amendement joint en annexe. En vertu de cette proposition, la majoration applicable aux transactions compensées (M_{nette}) serait égale à la moyenne des majorations calculées selon la méthode actuelle (M_{brute}),³ corrigée du ratio coût de remplacement courant net/coût de remplacement courant brut (RNB), et de M_{brute} :

$$M_{nette} = 0,5 * M_{brute} + 0,5 * RNB * M_{brute},$$

formule dans laquelle

RNB = coût de remplacement net/coût de remplacement brut pour les transactions
soumises à un accord de compensation juridiquement valide.

4. Dans une perspective prudentielle, cette formule présente l'avantage d'utiliser un paramètre spécifique à chaque banque (à savoir le ratio RNB), mais aussi d'imposer une plus grande homogénéité dans le temps et entre établissements qu'une formule donnant toute sa valeur au RNB.

2 Dans les circonstances appropriées, il sera autorisé une période transitoire supplémentaire durant jusqu'à douze mois.

3 M_{brute} est égale à la somme des montants de principal notionnel correspondant à toutes les transactions assujetties à des accords de compensation juridiquement valables, multipliée par les facteurs appropriés de majoration indiqués à l'Annexe 3 de l'accord sur les fonds propres.

Elle oblige en outre les banques à détenir toujours des fonds propres au regard des risques potentiels, la majoration ne pouvant jamais être égale à zéro. Dans ce contexte, le RNB peut être tenu pour une mesure approchée de l'impact de la compensation sur le risque potentiel, mais non comme un indicateur précis des modifications futures des risques nets liés à la position brute, car le RNB et les risques potentiels peuvent être influencés de manière différente par les nombreuses caractéristiques propres à chaque portefeuille. En fixant la pondération à 0,5, la majoration est réduite de 25% pour un RNB de 0,5.

5. En présentant la formule ci-dessus, le Comité ne précise pas si le calcul doit être fait contrepartie par contrepartie ou sur une base agrégée pour la totalité des transactions soumises à des accords de compensation juridiquement valables et conformes aux exigences définies. Il appelle des commentaires sur cette question, en particulier sur le point de savoir si le choix de la méthode peut fausser les résultats et se traduire par une différence significative dans le calcul des exigences de fonds propres. L'Annexe 2 présente un exemple de calcul très simplifié selon les deux méthodes.

6. Le processus de consultation sur la proposition d'avril 1993 relative à la compensation a montré au Comité que les modèles internes de simulation pourraient être utiles pour le calcul des majorations applicables aux risques de crédit potentiels futurs. Le Comité estime qu'il s'agit là d'une approche intéressante, qui méritera un examen approfondi. Pour l'instant, toutefois, il souhaite renforcer la couverture prudentielle des produits dérivés dans le cadre de la méthodologie existante.

IV. Proposition visant à élargir le tableau des facteurs de majoration

1. Récemment, le Comité a réexaminé dans son ensemble la méthode de calcul des majorations applicables aux risques de crédit potentiels futurs, contenue dans l'Annexe 3 de l'accord sur les fonds propres. L'étude du Comité a fait apparaître que l'approche actuelle peut aboutir à des niveaux insuffisants de fonds propres pour certains types de produits dérivés, notamment pour les échanges de taux d'intérêt à échéance lointaine, les échanges financiers sur produits de base (qui donnent souvent lieu à de multiples échanges de principal) et les produits dérivés adossés à des actions.

2. Cette méthodologie présente deux inconvénients principaux. Premièrement, dans certains cas, la majoration actuelle, qui est fonction d'un paramètre dépendant à la fois de la catégorie d'instruments sous-jacents, de l'échéance résiduelle et du montant notionnel, ne donne pas une idée précise des flux de trésorerie ni, par conséquent, du niveau véritable des risques de crédit potentiels futurs. Deuxièmement, les facteurs de majoration contenus dans l'accord sur les fonds propres ont été conçus pour des instruments de taux d'intérêt et de change, non pour les produits dérivés adossés à des produits de base ou à des actions, deux compartiments en rapide expansion.

3. Pour parer à ces inconvénients, le Comité est parvenu à la conclusion qu'une approche acceptable consisterait à adapter le tableau des facteurs de majoration contenu dans l'accord de 1988 de manière à y inclure les cas à problème. Plus précisément, le Comité propose un tableau élargi

comprenant une rangée de plus pour une tranche d'échéances supplémentaire et trois colonnes additionnelles pour des catégories d'instruments qui ne sont pas explicitement couvertes dans l'accord de 1988.

4. Le tableau élargi proposé est présenté en Annexe 3. Les facteurs de majoration de l'accord original sont inchangés. Les facteurs proposés ont été élaborés au moyen de modèles de simulation "Monte Carlo" sur des paires symétriques de transactions représentatives; leur but est de fournir une couverture prudentielle raisonnable pour une grande proportion de risques potentiels. Les facteurs proposés peuvent ainsi apparaître trop rigoureux dans certains cas spécifiques et trop peu dans d'autres. Dans un contexte de portefeuille, néanmoins, le Comité estime que le résultat global aboutirait à un niveau raisonnable de couverture prudentielle.

5. En ce qui concerne les opérations comme les échanges financiers sur produits de base, qui supposent le versement intégral du principal du contrat à des intervalles périodiques jusqu'à échéance, les risques potentiels plus élevés seraient reflétés par la multiplication du facteur de majoration par le nombre de paiements restant dus. Dans la colonne réservée aux contrats sur actions, une note a été ajoutée pour indiquer que, dans les contrats automatiquement ramenés à une valeur nulle après un paiement, l'échéance résiduelle correspond à la durée restant à courir jusqu'au prochain paiement; cette méthode est destinée à tenir compte de la nature des échanges financiers sur indices boursiers, qui consistent à substituer le rendement d'un indice boursier à un taux d'intérêt variable et qui, par conséquent, sont ramenés à zéro après un paiement. Le Comité appelle des commentaires sur cette méthode et souhaite avoir connaissance de toute autre opération de nature semblable qui pourrait mériter une procédure identique. Il désire en outre savoir s'il convient d'établir une distinction entre les échanges financiers sur indices boursiers dont la position est automatiquement remise à zéro et les opérations impliquant des règlements en espèces périodiques, de nature à annuler (ou diminuer) une position de crédit, entraînant peut-être un changement des termes initiaux des opérations.

6. D'une façon plus générale, le Comité souhaite recevoir des commentaires sur la structure du tableau élargi proposé, de même que sur le poids des majorations prévues pour les différentes classes d'instruments. Le Comité est bien conscient qu'il pourrait parvenir à un plus grand degré de précision grâce à une ventilation plus détaillée en fonction des échéances et des instruments; il s'est néanmoins efforcé de préserver un équilibre entre l'approche relativement simple de l'accord de 1988 et l'obtention d'un niveau raisonnable de fonds propres pour une large gamme d'opérations.

7. Enfin, toutes les banques effectuant des opérations entrant dans les nouvelles colonnes proposées pour le tableau (contrats sur actions, métaux précieux et autres produits de base) sont tenues d'utiliser la méthode d'évaluation du risque courant. Le Comité est fermement convaincu que ces banques ont le devoir de se doter des moyens permettant l'évaluation au cours du marché nécessaire à cette méthode et indispensable pour une saine gestion des risques.

Annexe 1

Amendement à l'accord de 1988 sur les fonds propres concernant la compensation bilatérale

Dans la dernière phrase du premier paragraphe entier de la page 34 (Annexe 3) de la version française de l'accord de 1988 sur les fonds propres, l'expression «ne sont pas» est remplacée par «peuvent ne pas être».

Le texte ci-dessous se substitue aux pages 36 (dernier paragraphe) à 38 (6^e ligne) de l'accord de 1988 sur les fonds propres (Annexe 3) en ce qui concerne la reconnaissance de la compensation bilatérale aux fins du calcul des normes de fonds propres. Les numéros des notes de bas de page sont tels qu'ils figureront dans le texte amendé de l'accord.

«Il a été procédé à un examen approfondi de la *compensation bilatérale*, c'est-à-dire de la pondération en termes nets plutôt que bruts des créances avec les mêmes contreparties nées d'une gamme complète de contrats à terme, échanges financiers, options et instruments dérivés similaires.⁶ Le Comité redoute que, si l'administrateur judiciaire d'une contrepartie qui a fait défaut possède (ou peut exercer) le droit de dissocier les contrats ayant fait l'objet d'une compensation et d'exiger l'exécution des contrats favorables à la partie défaillante tout en se dégageant des contrats défavorables, il n'en résulte aucune réduction du risque de contrepartie.

Par conséquent, il a été convenu ce qui suit, aux fins de l'adéquation des normes de fonds propres:

- a) les banques sont autorisées à compenser des transactions soumises à novation, en vertu de laquelle toute obligation d'une banque envers sa contrepartie de livrer une monnaie précisée à une date de valeur déterminée est automatiquement intégrée à l'ensemble des autres obligations pour la même monnaie et la même date de valeur, un montant unique se substituant de plein droit aux obligations brutes antérieures;
- b) les banques peuvent également compenser des transactions soumises à une forme juridiquement valable de compensation bilatérale non couverte par a), en particulier d'autres formes de novation;
- c) dans les cas a) et b), une banque devra démontrer à son autorité nationale qu'elle possède:⁷
 - 1) un contrat ou accord de compensation, avec la contrepartie, engendrant une obligation juridique unique et couvrant l'ensemble des transactions, de façon que la banque aura

6 La compensation de positions, destinée à réduire les coûts opérationnels des règlements quotidiens, ne sera pas admise dans le dispositif de mesure des fonds propres, les paiements bruts de la contrepartie n'étant en aucune manière affectés.

7 Dans les cas où un accord tel que décrit sous a) a été reconnu avant juillet 1994, l'autorité de surveillance déterminera si des démarches supplémentaires sont nécessaires pour démontrer que l'accord est conforme aux exigences formulées aux points c 1, 2 et 3.

un droit de recevoir ou une obligation de payer uniquement le total net des valeurs de marché positives et négatives de toutes les transactions concernées en cas de défaut de paiement de la contrepartie pour l'une des causes suivantes: défaillance, faillite, liquidation ou circonstances semblables;

- 2) des opinions de droit écrites et fondées indiquant que, en cas de contestation juridique, les autorités judiciaires et administratives concernées décideront que le risque de la banque atteint un montant net selon:
 - la législation en vigueur dans le pays où la contrepartie est établie et, si une succursale étrangère d'une contrepartie est impliquée, également selon la législation du pays où la succursale est implantée;
 - la loi qui régit les diverses transactions;
 - la loi qui régit tout contrat ou accord requis pour effectuer la compensation.

L'autorité de surveillance nationale, si nécessaire après consultation d'autres responsables pruden tiels concernés, doit être convaincue que la compensation est juridiquement valable selon chacune des législations concernées;⁸

- 3) les procédures requises pour permettre un réexamen des caractéristiques juridiques des dispositifs de compensation en fonction des modifications éventuelles des législations concernées.

Les contrats de compensation contenant des clauses d'exception d'inexécution ne peuvent être pris en considération aux fins du calcul des normes de fonds propres conformément au présent accord. Une clause d'exception d'inexécution est une disposition qui permet à un contractant non défaillant de n'effectuer que des paiements limités, voire aucun paiement, à la masse de la contrepartie défaillante, même si cette dernière est créditrice nette.

Pour les banques utilisant la méthode d'évaluation du *risque courant*, le risque de crédit afférent aux obligations à terme compensées bilatéralement sera calculé comme la somme des éléments suivants: coût de remplacement net au prix du marché, en cas de valeur positive, plus une majoration calculée sur la base du nominal sous-jacent.⁹ Le barème des majorations à appliquer sera celui qui est utilisé pour les contrats non compensés, comme indiqué dans la présente annexe. Le Comité tiendra à jour le barème des majorations pour s'assurer de son caractère approprié. Pour la détermination du risque de crédit potentiel futur à l'égard d'une contrepartie dans le cadre d'opérations compensées, s'agissant de contrats de change à terme et autres contrats semblables, dans lesquels le nominal correspond à des flux de trésorerie, le nominal total se définit comme les entrées nettes de fonds attendues, pour chaque date de valeur, dans chaque monnaie. La raison en est que la

⁸ De la sorte, si l'une des autorités de surveillance a des doutes sur la validité juridique de la compensation selon sa législation, le contrat ou accord de compensation ne satisfera pas à cette condition et aucune des contreparties ne pourra en bénéficier aux fins du contrôle prudentiel.

⁹ Les responsables de la surveillance veilleront à ce que les majorations soient calculées sur la base des montants effectifs et non apparents de nominal.

compensation de contrats dans la même monnaie venant à échéance à la même date se traduira par un risque de crédit potentiel futur et un risque courant plus faibles.

La méthode d'évaluation du *risque initial* peut également être utilisée pour les transactions soumises à des conventions de compensation satisfaisant aux conditions juridiques ci-dessus, jusqu'à l'application de normes de fonds propres liées aux risques de marché; à ce moment-là, la méthode du risque initial ne pourra plus s'appliquer aux banques contrôlées en vertu du présent accord.¹⁰ Les facteurs de majoration à utiliser durant la période transitoire pour le calcul du risque de crédit afférent à des transactions ayant fait l'objet d'une compensation bilatérale seront les suivants:

Échéance	Contrats de taux d'intérêt	Contrats de change
moins d'un an	0,35%	1,5%
de un an à moins de deux ans	0,75%	3,75%
		(c'est-à-dire 1,5% + 2,25%)
pour chaque année supplémentaire	0,75%	2,25%

Ces facteurs représentent une réduction d'environ 25% par rapport à ceux de la page 36 de l'accord sur les fonds propres. Pour la détermination du risque de crédit, pendant la période transitoire, à l'égard d'une contrepartie dans le cadre d'opérations compensées, s'agissant de contrats de change à terme et autres contrats semblables dans lesquels le nominal correspond à des flux de trésorerie, les facteurs de majoration figurant à la page 36 de l'accord pourraient être appliqués au nominal, défini comme les entrées nettes de fonds attendues, pour chaque date de valeur, dans chaque monnaie. Les facteurs réduits ci-dessus ne pourraient en aucun cas être appliqués aux montants notionnels nets.»

¹⁰ Dans les circonstances appropriées, les autorités peuvent accorder une période transitoire supplémentaire, qui ne pourra en aucun cas dépasser douze mois.

Annexe 2

Exemple simplifié des méthodes de calcul du ratio coût de remplacement net/brut (RNB)

Transaction	Contrepartie 1		Contrepartie 2		Contrepartie 3	
	Montant notionnel	Valeur de marché	Montant notionnel	Valeur de marché	Montant notionnel	Valeur de marché
Transaction 1	100	10	50	8	30	- 3
Transaction 2	100	- 5	50	2	30	1
Coût de remplacement brut (RB)		10		10		1
Coût de remplacement net (RN)		5		10		0
RNB (par contrepartie)	0,5		1		0	
RNB (global)	$\Sigma RN / \Sigma RB = 15 / 21 = 0,71$					

Annexe 3

Tableau élargi des facteurs de majoration (proposition)¹

Échéance résiduelle	Contrats de taux d'intérêt	Contrats sur devises et sur or	Contrats sur actions²	Contrats sur métaux précieux (sauf or)	Contrats sur produits de base
Moins d'un an	0,0%	1,0%	6,0%	7,0%	12,0%
De un à cinq ans	0,5%	5,0%	8,0%	7,0%	12,0%
Cinq ans et plus	1,5%	7,5%	10,0%	8,0%	15,0%

¹ Pour les contrats prévoyant des échanges multiples de principal, les facteurs sont à multiplier par le nombre de paiements restant à effectuer. ² Pour les contrats dont la valeur est automatiquement ramenée à zéro après un paiement, l'échéance résiduelle correspond à la durée restant à courir jusqu'au prochain paiement.